

Règlement de la consultation



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET DE SERVICES

Procédure adaptée en application des articles L2123-1, 1° ou 2° ou 3°, R2123-1, 1° ou 2° ou 3° ou 4° du Code de la commande publique

Intitulé du marché public : Acquisition de chambres climatiques pour l'Institut de Recherche en Énergie Électrique de Nantes-Atlantique (IREENA)

Procédure n° 26026PAF

Date et heure limites de réception des offres (candidats) :

⇒ **Vendredi 25 septembre à 13h00**

Date limite pour poser des questions (candidats) :

⇒ **Lundi 14 septembre 2026 (jour inclus)**

Date limite de réponse aux questions (Nantes Université) :

⇒ **Vendredi 18 septembre 2026 (jour inclus)**

Aucune réponse à d'éventuelles demandes de renseignements complémentaires ne pourra être apportée du 27 juillet au 23 août.

Article 1 - Objet du marché public

La présente consultation concerne l'achat de chambres climatiques, partie intégrante d'un banc de caractérisation d'organes de stockage électrochimique.

Les objectifs scientifiques et industriels de ce banc sont le développement et la validation expérimentale d'algorithmes et de modèles mathématiques permettant :

- Le contrôle des flux de puissance au sein d'un stockage hybride en tenant compte du vieillissement de ses divers organes (batterie, pile à combustible, supercondensateurs, etc.),
- La charge (ultra) rapide des batteries Li-ion actuelles et de nouvelles générations,
- L'estimation d'état de charge (SoC), l'état de santé (SoH) et l'état de fonction (SoF) des différents organes d'un système de stockage électrochimique hybride,
- Le développement de jumeaux numériques des batteries pour la réduction de leur "time-to-market" et pour leur monitoring,
- Et d'une façon plus générale, le diagnostic et le pronostic du système de stockage électrochimique.

Article 2 - Etendue de la consultation

2.1. Nomenclature communautaire

Code CPV	Description
42510000-4	Échangeurs de chaleur, matériel de climatisation et de réfrigération et matériel de filtration

2.2 Procédure de passation

Le présent marché public est conclu au terme d'une procédure adaptée en application des articles L2123-1, 1° ou 2° ou 3°, R2123-1, 1° ou 2° ou 3° ou 4° du code de la commande publique.

2.3 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti puisque l'équipement constitue un ensemble homogène et indissociable.

2.4 Forme du marché public

Il s'agit d'un marché public à tranches mono-attributaire conformément aux articles R2113-4 à R2113-6 du code de la commande publique.

Tranche	Objet
Tranche ferme	Acquisition d'une chambre climatique de caractérisation et d'une chambre climatique de vieillissement.
Tranche optionnelle n°1	Acquisition d'une chambre climatique de vieillissement supplémentaire

Nantes Université informera le titulaire du marché public de sa décision d'affermir ou non la tranche optionnelle au plus tard vingt-quatre (24) mois à compter de la date de notification.

Le retard d'affermissement ou le non affermissement d'une tranche optionnelle n'ouvre pas droit pour le titulaire à indemnité d'attente ou de dédit.

2.5 Livraisons complémentaires

Nantes Université se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial au sens de l'article R2122-4 1° du code de la commande publique.

2.6 Durée du marché public

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification au titulaire pour une période initiale correspondant à la période de garantie et de maintenance de l'équipement.

Article 3 - Conditions de la consultation

3.1 Délai de validité des offres

Les offres sont valides cent-quatre-vingt (180) jours à compter de la date de remise des offres.

3.2 Variantes

Il est précisé aux soumissionnaires qu'en toute hypothèse ils doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation (offre de base).

3.2.1 Variantes obligatoires constituant des prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Définition : La PSE correspond à une prestation (en rapport direct l'objet du marché) qui peut être commandée ou non à la signature du contrat. La PSE s'ajoute à la solution de base sans s'y substituer.

La présente consultation contient quatre (4) variantes à l'initiative de l'acheteur à caractère obligatoire, décrites ci-dessous, et constituant des prestations supplémentaires éventuelles.

Les soumissionnaires **ont l'obligation de faire une proposition chiffrée pour ces variantes** en faisant apparaître un chiffrage détaillé, et clairement identifié comme portant sur les variantes. Chaque élément propre à une variante doit également être détaillée dans le mémoire technique.

Variante	Description
Variante PSE n°1 tranche ferme	Une extension de la garantie pièces et main d'œuvre à 3 ans
Variante PSE n°2 tranche ferme	Un contrat de maintenance préventive sur 3 ans
Variante PSE n°3 tranche optionnelle	Une extension de la garantie pièces et main d'œuvre à 3 ans
Variante PSE n°4 tranche optionnelle	Un contrat de maintenance préventive sur 3 ans

Si le soumissionnaire ne fait pas d'offre concernant ces PSE, son offre (et son offre de base) est déclarée irrégulière et est rejetée.

3.2.2 Variante à l'initiative du soumissionnaire

Conformément à l'article R2151-8-2° du code de la commande publique, les variantes sont interdites.

3.3 Négociation

L'acheteur peut procéder à une négociation, avec pour objectif d'optimiser les offres qualitativement, tant au plan technique que concernant les éléments financiers. Toutefois, conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Dans l'hypothèse où l'acheteur décide de conduire une négociation, il avertit les candidats, par tout moyen permettant d'accuser une preuve certaine de réception, des modalités de la négociation. La négociation est alors menée dans le respect du principe de l'égalité de traitement des candidats, et donne lieu à des écrits permettant d'assurer la transparence de la procédure.

A l'issue des négociations, les soumissionnaires remettent leur offre finale avant la date limite précisée dans l'invitation à négocier. Chaque offre est alors jugée selon les critères figurant au présent règlement de la consultation, afin de permettre l'établissement du classement final.

Article 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation peut être consulté et téléchargé sur la plateforme de dématérialisation PLACE - Plateforme des achats de l'Etat : <https://www.marchespublics.gouv.fr>

La référence de la procédure est la suivante : 26026PAF et le dossier est remis gratuitement.

4.1 Pièces du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe financière ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- La fiche fournisseur ;
- Les documents de candidature DC1 et DC2 (pour toute candidature hors DUME)
- Le document DC4 en cas de sous-traitance.

4.2 Renseignements complémentaires et modification de détail des documents de la consultation

Tous les échanges doivent être réalisés sur PLACE - Plateforme des achats de l'Etat (et exclusivement sur cette plateforme) : <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Les candidats doivent respecter la date indiquée en page de garde du présent document pour transmettre les demandes de renseignements complémentaires.

Nantes Université se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises au plus tard le vendredi 18 septembre 2026 (jour inclus).

Article 5 - Présentation des candidatures et des offres

Les documents relatifs à la candidature et à l'offre doivent être exprimés en euro (€) et rédigés en langue française, ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en langue française. L'acheteur se réserve la possibilité de demander une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, si cela apparaît justifié.

5.1 Conditions de participation des concurrents

L'offre est présentée par une seule entreprise ou, dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, dans les conditions énoncées aux articles R2142-19 et suivants du code de la commande publique.

5.1.1 Groupement d'opérateurs économiques

En cas de cotraitance, un mandataire doit être désigné préalablement à la signature du marché public. Dans le cas où le groupement est un groupement conjoint, le mandataire du groupement doit être solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. Il garantit l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Un même candidat ne peut déposer une offre en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement, conformément à l'article R2151-7 du code de la commande publique. Toutefois, un même prestataire peut être membre de plusieurs groupements.

Les candidats qui souhaitent se présenter sous forme de groupement doivent l'indiquer dans le dossier relatif à leur candidature et transmettre l'ensemble des documents et renseignements exigés. De plus, ils doivent exposer le rôle de chacun des membres.

5.1.2 Sous-traitance

Conformément à l'article L2193-4 du code de la commande publique, l'entreprise qui souhaite sous-traiter une partie de ses prestations peut le faire au stade du dépôt de l'offre ou pendant l'exécution du marché public.

Dès lors, l'entreprise souhaitant faire sous-traiter une partie des prestations doit déclarer le sous-traitant et le montant qu'elle envisage de faire sous-traiter avant tout début de prestation du sous-traitant, en utilisant un imprimé DC4 ou équivalent, et dans le respect des dispositions de l'article L2193-5 du code de la commande publique.

Il est rappelé que la sous-traitance n'est pas acceptée dans les marchés publics de fournitures, sauf si la prestation à sous-traiter concerne des travaux d'aménagement et/ou d'installation de l'équipement acquis dans le cadre de la présente consultation.

Le sous-traitant et ses conditions de paiement doivent être agréés par le pouvoir adjudicateur conformément aux articles L. 2193-4 à L. 2193-7 du code de la commande publique.

5.2 Documents relatifs à la candidature

5.2.1 Capacités minimales

Aucune capacité minimale n'est fixée.

5.2.2 Candidature DUME

Le DUME, disponible en téléchargement avec le DCE, peut être utilisé pour constituer le dossier de candidature.

Dans cette hypothèse, le dossier de candidature comporte les éléments suivants :

- le DUME ;
- les références de marchés publics similaires ;
- le cas échéant la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) si le candidat souhaite présenter ses sous-traitants à ce stade de la procédure de passation.

Les pièces mentionnées ci-dessus sont déposées en pièces libres sur PLACE au moment du dépôt du pli.

5.2.3 Candidature classique

La constitution intégrale du dossier de candidature ci-après s'impose au candidat pour toute candidature hors DUME.

Dans cette hypothèse, le dossier de candidature comporte les éléments suivants :

- la lettre de candidature permettant d'identifier la ou les personnes habilitées à engager le candidat (DC1 ou équivalent) contenant la déclaration sur l'honneur du candidat (DC1 ou équivalent) ;
- la délégation de signature, si nécessaire, justifiant de l'habilitation du signataire ;
- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
- les renseignements permettant d'évaluer l'expérience et les capacités professionnelles, techniques et financières (DC2 ou équivalent) ;
- les références de marchés publics similaires ;
- le cas échéant la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) si le candidat souhaite présenter ses sous-traitants à ce stade de la procédure de passation.

5.3 Documents relatifs à l'offre

Les soumissionnaires doivent OBLIGATOIREMENT fournir les documents suivants :

- L'acte d'engagement dûment renseigné qui n'a pas d'obligation d'être signé lors du dépôt de l'offre ;
- L'annexe financière complétée entièrement sachant que les candidats doivent également transmettre :
 - Un devis détaillé pour la tranche ferme ;
 - Un devis détaillé pour la tranche optionnelle ;
 - Un devis détaillé pour la variante PSE n°1 tranche ferme ;
 - Un devis détaillé pour la variante PSE n°2 tranche ferme ;
 - Un devis détaillé pour la variante PSE n°3 tranche optionnelle ;
 - Un devis détaillé pour la variante PSE n°4 tranche optionnelle.
- Un mémoire technique présentant notamment les éléments suivants :
 - la documentation technique complète de l'équipement en respectant la structure des caractéristiques techniques du CCTP ;
 - les modalités de la garantie et du service après-vente ;
 - les modalités de livraison ;
 - les modalités de la formation pour la prise en main et la configuration du module de pilotage de la chambre climatique.

- La fiche fournisseur dûment renseignée ;
- Un RIB.

Article 6 - Transmission des candidatures et offres, et signature électronique

Les candidatures et offres sont présentées et transmises sur support électronique dématérialisé via le profil acheteur de l'acheteur.

6.1 Délai de remise des candidatures et offres

Le pli contenant la candidature et l'offre est **impérativement transmis avant la date et heure limites** indiquées sur PLACE - Plateforme des achats de l'Etat (report de date éventuel compris) : <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Attention : le dépôt des candidatures et des offres doit s'anticiper, l'opération pouvant prendre du temps en fonction du poids des fichiers et du débit de l'accès à Internet.

Le pli est réputé accepté lorsque le téléchargement sur la plateforme est terminé dans le délai imparti, et que l'accusé de réception électronique (comportant la date, mais aussi l'heure certaine de réception) est généré. A défaut de réception dans le délai imparti, la candidature est rejetée en application de l'article R2143-2 du code de la commande publique et l'offre est éliminée en application de l'article R2151-5 du code de la commande publique.

Le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

6.2 Modalité de remise des candidatures et offres

Il est attendu une réponse par voie électronique sur la page de réponse au présent marché public sur PLACE - Plateforme des achats de l'Etat : <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Conformément à l'article R2151-6 du code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois, y compris lorsqu'il répond à plusieurs lots (auquel cas il doit transmettre dans un même envoi l'offre pour chacun des lots auquel il soumissionne).

Le soumissionnaire dispose de la faculté de transmettre plusieurs plis, si ceux-ci respectent la date limite de remise des offres. Chaque transmission dématérialisée fait l'objet d'un accusé de réception électronique. En cas d'envois successifs, seul est ouvert le dernier pli déposé avant la date limite de remise des candidatures offres, qui doit donc contenir l'ensemble des éléments exigés.

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat ou soumissionnaire dans lequel un virus informatique est détecté par l'acheteur est réputé n'avoir jamais été reçu.

6.3 Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, une copie de sauvegarde peut être adressée dans les délais impartis pour la remise des candidatures et/ou des offres. La copie de sauvegarde, transmise de préférence sur support physique électronique (clé USB), doit contenir les mêmes éléments que ceux attendus au titre de la candidature et de l'offre.

La copie de sauvegarde doit être identifiable comme telle, et transmise à l'adresse suivante :

NANTES UNIVERSITE
Direction des Achats – Pôle Achats
1, Quai de Tourville – BP 13522 – 44035 NANTES Cedex 1
COPIE DE SAUVEGARDE (procédure 26026PAF) – NE PAS OUVRIR

La transmission est faite par courrier recommandé avec accusé de réception ou par coursier pour remise en mains propres (du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 17h) et doit être réceptionnée dans les délais impartis pour la remise des candidatures et/ou des offres.

La copie de sauvegarde n'est ouverte que :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique.
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée.

6.4 Signature électronique

Les soumissionnaires qui souhaitent signer leur offre dès le dépôt de celle-ci, doivent le faire au moyen d'un certificat de signature électronique.

6.4.1 Certificat de signature

- Le certificat de signature doit respecter le niveau de sécurité autorisé par la plateforme de dématérialisation ;
- Le certificat de signature doit être conforme au règlement (UE) eIDAS n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique ;
- La validité de la signature est examinée dans les conditions de l'arrêté susmentionné. Le cas échéant, en fonction du certificat qu'il utilise, le soumissionnaire mentionne le type de certificat utilisé et le moyen ou la méthode à utiliser pour le vérifier.

Attention : l'acquisition d'un certificat électronique permettant la signature électronique des fichiers selon les dispositions réglementaires peut prendre plusieurs jours voire plusieurs semaines.

6.4.2 Formalisme de la signature

- Les documents doivent être signés individuellement (pas de signature du fichier « enveloppe globale » zippé). En effet, la signature électronique ayant la même valeur probante que la signature manuscrite (articles 1366 et 1367 du code civil), chaque document doit être signé électroniquement comme il aurait été signé manuellement.
- En cas de groupement, les documents sont signés par le mandataire (s'il dispose des habilitations, qui devront elles-mêmes faire l'objet d'une signature) ou de manière individuelle par chaque membre du groupement, afin que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres ;
- Une signature manuscrite scannée n'a d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

Article 7 - Sélection des candidatures et des offres

7.1 Sélection des candidatures

Les candidats qui entrent dans une des hypothèses visées aux articles L2141-1 à 2141-11 du code de la commande publique sont exclus.

Conformément à l'article R2144-2 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de demander à tous les candidats concernés les pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature, et qui sont absentes ou incomplètes. Les candidats concernés disposeront alors d'un délai identique, communiqué dans la demande, pour transmettre les éléments.

Conformément à l'article R2144-7 du code de la commande publique, le candidat ou soumissionnaire qui ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, voit sa candidature déclarée irrecevable et est éliminé.

7.2 Jugement des offres

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles L2152-1 à L2152-6 du code de la commande publique et R2152-1 à R2152-5 du code de la commande publique.

L'acheteur écarte les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées :

- est irrégulière une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale ;

L'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, si la régularisation n'a pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre. Le cas échéant, le délai est indiqué lors de l'envoi d'une invitation à régulariser l'offre.

- est inacceptable une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure ;
- est inappropriée une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation ;

Si l'acheteur a recours à la négociation, une offre régulière ou inacceptable peut devenir régulière ou acceptable au cours de la négociation (à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse). A l'issue de la négociation, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

L'acheteur met en œuvre les moyens de détection des offres anormalement basses :

- est anormalement basse une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

L'acheteur met en œuvre tous moyens lui permettant de détecter les offres anormalement basses. Lorsqu'une offre semble anormalement basse, l'acheteur exige que l'opérateur économique fournisse des précisions et justifications sur le montant de son offre. Si, après vérification des justifications fournies par l'opérateur économique, l'acheteur établit que l'offre est anormalement basse, il la rejette.

7.3 Critères

Le choix de l'offre est fait dans les conditions des articles L2152-7 et s. du code de la commande publique ainsi que des articles R2152-6 et s. du code de la commande publique. Pour déterminer l'offre retenue, les critères et sous-critères figurant dans le tableau ci-après sont appliqués, et aboutissent à un classement des offres.

Critères	Pondération
Valeur technique	45%
Prix	40%
Délai de livraison	10%
Service après-vente et formation (prise en main du matériel)	5%

7.3.1 Méthode de notation des offres

Le **critère de la valeur technique** » sera apprécié au vu des renseignements fournis par les candidats dans leur mémoire technique, notamment :

- Performances et caractéristiques de l'équipement,
- Adéquation au besoin exprimé dans le CCTP,
- Modalités d'installation et de mise en service de l'équipement.

Le **critère du prix** sera apprécié au regard du montant global estimé du prix (tranche ferme, tranche optionnelle et de la/des variante(s) PSE retenue(s)). L'offre du candidat présentant le prix le moins-disant obtient la note maximale de 40. La notation, pour les autres propositions, s'effectue ensuite selon la formule ci-après :

$$Note = \frac{\text{prix du candidat le moins disant}}{\text{prix du candidat noté}} \times 40$$

Le **critère du délai de livraison** sera apprécié au vu du délai de livraison indiqué par le candidat dans son offre. Si le candidat propose une fourchette en terme pour le délai de livraison, il sera calculé la moyenne qui sera prise en compte pour l'appréciation de ce critère. Le candidat proposant le délai le plus court obtient la note maximale de 10. La notation, pour les autres propositions, s'effectue ensuite selon la formule ci-après :

$$Note = \frac{\text{délai de livraison le plus court}}{\text{délai de livraison du candidat noté}} \times 10$$

Le candidat indique un délai de livraison ferme de l'équipement, exprimé en jours ou en semaines, courant à compter de la notification du marché public.

Ce délai doit être déterminé de manière réaliste au regard des contraintes d'exécution et constitue un engagement contractuel.

Toute indication d'un délai sous forme de fourchette, d'estimation ou non ferme sera ramenée à un délai unique, correspondant à la moyenne arithmétique des valeurs indiquées, retenu pour l'analyse des offres (exemple : un délai exprimé de 8 à 10 semaines sera retenu pour 9 semaines).

Le **critère du service après-vente et formation** sera apprécié au regard des éléments fournis par le candidat dans son mémoire technique, notamment :

- Service après-vente :

- Délais d'intervention,
- Modalités d'assistance (hotline, support technique...)
- Durée de disponibilité des pièces détachées

- Formation des utilisateurs :

- Contenu de la formation
- Modalités (présentiel/distanciel, supports fournis)
- Délai de réalisation à l'issue de l'installation de l'équipement.

7.3.2 Méthode de traitement des notations décimales

Dès lors qu'un critère fait l'objet d'une formule objective de calcul, le nombre de points est arrondi à deux décimales et traité de la façon suivante :

- De 0,000 à 0,004 : arrondi au centième inférieur (exemple : pour un résultat de 8,252, la note sera fixée à 8,25).
- De 0,005 à 0,009 : arrondi au centième supérieur (exemple : pour un résultat de 8,255, la note sera fixée à 8,26).

Article 8 - Attribution du marché public

8.1 Information des décisions de rejet

Conformément à l'article R2181-1 du code de la commande publique, l'acheteur notifie sans délai à chaque candidat ou soumissionnaire concerné sa décision de rejeter sa candidature ou son offre.

8.2 Information à l'attributaire

L'offre la mieux classée est retenue à titre provisoire en attendant que l'attributaire produise les certificats et attestations prouvant notamment qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales. A défaut de production de ces documents dans le délai imparti, l'offre est éliminée et le marché public est attribué à l'offre classée à la position suivante, dans les mêmes conditions.

Le délai imparti laissé par Nantes Université à l'attributaire pour remettre ces documents est indiqué dans le message d'attribution envoyé à celui-ci, et ne peut être supérieur à cinq (5) jours francs.

8.2.1 Certificats et attestations

Pour le dépôt des pièces énumérées ci-dessous, Nantes Université met à la disposition des titulaires des marchés publics, gratuitement, une plateforme en ligne : aprovall.com . Celle-ci permet de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires.

L'utilisation de cette plateforme est impérative pour les opérateurs français. Les opérateurs étrangers sont soumis à l'obligation de production des pièces susmentionnées (ou équivalents de leur pays de domiciliation) par courriel.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public doit produire :

Lutte contre le travail dissimulé :

- **Attestation de vigilance** : pièce mentionnée à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, datée de moins de 6 mois ;
- **Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail** : liste datée de moins de 6 mois, prévue par l'article D8254-2 du code du travail (qui doit préciser, à partir du registre unique du personnel : la date d'embauche ; la nationalité ; le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ou **attestation sur l'honneur en cas de non emploi de salariés étrangers soumis à autorisation de travail** ;
- **Attestation de régularité fiscale** : pièce relative aux attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites, mentionnés dans l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ;
- **Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle**

8.2.2 Pièces contractuelles signées

L'attributaire doit produire l'acte d'engagement signé et, le cas échéant, toute autre pièce signée (mise au point du marché, acte de sous-traitance...), par la personne habilitée à engager l'attributaire, sauf si ces documents signés ont déjà été fournis au moment du dépôt de son offre et que la signature électronique est valide.

L'envoi pourra se faire :

- Par PLACE - Plateforme des achats de l'Etat : <https://www.marchespublics.gouv.fr>, dans l'hypothèse d'une signature électronique ;
- Par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse mentionnée dans le message d'attribution, dans l'hypothèse d'une signature manuscrite (transmission du **document ORIGINAL** exigé pour chaque document concerné).

Les soumissionnaires sont informés que l'attribution d'un marché transmis sous format électronique peut, si nécessaire, donner lieu à la signature manuscrite d'un marché sous format papier.

Article 9 - Litiges et recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable. En cas de litige, les parties s'obligeront à saisir un organe chargé des procédures de médiation, préalablement à la saisine du tribunal administratif.

Organe chargé des procédures de médiation :

- Pour saisir le Médiateur des entreprises : www.mediateur-des-entreprises.fr
- Pour saisir le Comité Consultatif Interrégional de Règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics :

DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) des Pays de la Loire

22 mail Pablo Picasso – BP 24209 - 44042 NANTES Cedex 1
Téléphone : 02 53 46 79 83, Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

Instance chargée des procédures de recours :

L'instance chargée des procédures de recours introduites (référé précontractuel défini aux articles L. 551-1 et suivants du Code de justice administrative, référé contractuel défini aux articles L. 551-13 et suivants du Code de justice administrative, ...) est le Tribunal administratif de Nantes, seul compétent.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANTES

6 allée de l'Île Gloriette – BP 24111 - 44041 NANTES Cedex
Téléphone : 02 40 99 46 00, Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr